

2



Journal

(non révisé)

Assemblée législative

Nouveau-Brunswick

L'hon. Herménégilde Chiasson,
lieutenant-gouverneur

Présidence : l'hon. Bev Harrison

le mercredi 7 décembre 2005

Troisième session de la 55^e législature
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

le mercredi 7 décembre 2005

10 h

Prière.

M. S. Graham honore la mémoire de Braun Scott Woodfield, soldat canadien qui a perdu la vie le 24 novembre 2005 en mission en Afghanistan.

M. Burke rend un hommage posthume à Jim Wilson, député libéral de Fredericton-Nord de 1987 à 1991 et de 1995 à 1999.

M. Paulin rend un hommage posthume à Laurier Lévesque, député libéral de Madawaska de 1960 à 1974.

Le président de la Chambre accueille et présente à l'Assemblée M. Marc Attali, consul général d'Israël à Montréal.

Le président présente les pages pour la session. Sont de retour : Kelly Farish, de Kingston, en Ontario, à titre de page en chef ; Sarah Monnon, de Smithers, en Colombie-Britannique ; Colin Carruthers, de Moncton ; Rebecca Clark, de Harvey ; Alexandra Pope, de Douglas ; Jean-Paul Blanchard, de St. Stephen ; Daniel Murphy, de Rexton ; Nicole Badry, de Heisler, en Alberta. Les nouveaux pages sont les suivants : Craig Estabrooks, de Saint John ; Alison Eustace, de Waterford ; Shana O'Brien, de Moncton ; Jessica Strutt, de Pembroke, en Ontario.

M. C. LeBlanc (Dieppe-Memramcook) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition de gens de la région de Dieppe et de Memramcook à l'appui des efforts de Daniel LeBlanc en vue de restaurer la Petitcodiac. (Pétition 1.)

M. Landry (Centre-Péninsule) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition de gens du DSL d'Évangeline, dont les priorités sont l'amélioration des routes 345 et 335, du chemin du Centre, du chemin Comeau et du pont de la rivière Waugh Nord ainsi que l'interdiction absolue des poids lourds sur la route 345. (Pétition 2.)

L'hon. M. Green dépose sur le bureau de la Chambre un document intitulé *Rapport relatif à la recommandation de la Commission sur la rémunération des juges* (affaire de la requête du juge Murray F. Cain).

Il est unanimement convenu de prolonger de 15 minutes la période des questions orales.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Volpé :

- 2, *Loi sur la responsabilité financière et le budget équilibré;*
- 3, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick;*
- 4, *Loi sur le remboursement du crédit d'impôt pour les frais de scolarité;*

par l'hon. M. Green :

- 5, *Loi sur le recouvrement de dommages-intérêts et du coût des soins de santé imputables au tabac;*
- 6, *Loi sur les franchises;*

par l'hon. M. Fitch :

- 7, *Loi sur l'Agence de l'efficacité et de la conservation énergétiques du Nouveau-Brunswick;*

par l'hon. M. Steeves :

- 8, *Loi modifiant la Loi sur le film et le vidéo;*

par M. Doherty :

- 9, *Loi concernant la protection des occupants à faible revenu.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient lus une deuxième fois à la prochaine séance.

Dispense d'avis ayant été accordée sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Alward, appuyé par M. Armstrong, propose ce qui suit :

attendu que le système de gestion de l'offre visant les secteurs laitier, du poulet, de la dinde, des oeufs de consommation et des oeufs d'incubation sert depuis plus de 30 ans de modèle de commercialisation équitable pour les consommateurs, les contribuables, les transformateurs et les producteurs;

attendu que ce système de gestion de l'offre n'est possible que si chacun de ses trois piliers, soit le contrôle des importations, la discipline de production et la fixation des prix par le producteur, demeure intact;

attendu que ces piliers permettent la production des produits en question à une échelle adaptée à la demande au Canada et à des prix qui tiennent compte des coûts de production, ce qui évite les fluctuations de l'offre et de la demande qui caractérisent d'autres pays;

attendu que les secteurs en question apportent à l'économie du Nouveau-Brunswick une contribution importante et constante, se chiffrant à environ 150 millions de dollars sur le plan des exploitations agricoles, ainsi que d'autres avantages qui découlent d'activités de transformation regroupées dans des régions rurales telles que les comtés de Kings, de Northumberland et de Madawaska ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick affirme son appui indéfectible à l'égard de la gestion de l'offre et qu'elle demande au gouvernement du Canada de charger ses négociateurs auprès de l'Organisation mondiale du commerce d'obtenir des résultats qui permettront de maintenir les piliers centraux du système de gestion de l'offre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Il est unanimement convenu de continuer de siéger une fois venue l'heure de la pause du midi.

M. S. Graham donne avis de motion 2 portant que, le mardi 13 décembre 2005, appuyé par M. R. Boudreau, il proposera ce qui suit :

attendu que le paragraphe 3(2) de la *Loi sur le défenseur des enfants et de la jeunesse* dispose que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un défenseur des enfants et de la jeunesse ;

attendu que les gouvernements doivent respecter la loi ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative demande au gouvernement de nommer un défenseur des enfants et de la jeunesse avant le 31 janvier 2006.

M^{me} Robichaud donne avis de motion 3 portant que, le mardi 13 décembre 2005, appuyée par M. Lamrock, elle proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2005, ayant trait aux changements apportés aux échelles des traitements ou à d'autres rémunérations dans les écoles, les conseils scolaires et les districts d'éducation du Nouveau-Brunswick.

M. Murphy donne avis de motion 4 portant que, le mardi 13 décembre 2005, appuyé par M. Lamrock, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, ayant trait au financement de l'éducation au Nouveau-Brunswick, échangée entre le ministère de l'Éducation, le ministère des Finances et les districts scolaires ou détenue par eux.

M. Targett donne avis de motion 5 portant que, le mardi 13 décembre 2005, appuyé par M. Lamrock, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, échangée entre le Bureau des ressources humaines et le ministère des Finances, le Conseil exécutif et le ministère de l'Éducation relativement à la modification d'échelles des traitements au ministère de l'Éducation.

M. Kennedy donne avis de motion 6 portant que, le mardi 13 décembre 2005, appuyé par M. Jamieson, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance depuis juin 2003, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, envoyée et reçue par Énergie NB et le ministère de l'Énergie à propos du programme de pulvérisation de défoliants d'Énergie NB pendant la période de 1965 à 1970.

M. Kennedy donne avis de motion 7 portant que, le mardi 13 décembre 2005, appuyé par M. Jamieson, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, du ministère de l'Énergie ou de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick de l'époque ayant trait au programme de défoliation d'Énergie NB pendant la période de 1965 à 1970, y compris les noms des personnes qui travaillaient au titre du programme dans un emploi à temps plein, à temps partiel, à titre occasionnel ou

comme étudiants ou étudiantes d'été, ainsi que les noms des défoliants utilisés et les endroits où ils ont été utilisés au Nouveau-Brunswick.

M. Paulin donne avis de motion 8 portant que, le mardi 13 décembre 2005, appuyé par M. Branch, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, entre le 1^{er} avril 2004 et le 7 décembre 2005, ayant trait à l'autorisation d'exporter du bois des terres de la Couronne.

M. Paulin donne avis de motion 9 portant que, le mardi 13 décembre 2005, appuyé par M. Branch, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, entre le 1^{er} avril 2004 et le 7 décembre 2005, ayant trait au budget pour le nettoyage de la rivière Restigouche.

Sur la motion de l'hon. M. Green, appuyé par l'hon. M. Lord, il est résolu que John Betts, député de la circonscription électorale de Moncton-Crescent, soit nommé vice-président de la Chambre.

L'hon. M. Green, appuyé par l'hon. P. Robichaud, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance le 23 décembre 2005, s'ajourne au mardi 28 mars 2006, sauf que, si le président, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction et il doit dans cet avis indiquer la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'un ou l'autre des vice-présidents agisse en son nom pour l'application du présent ordre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. Le vote se partage comme suit sur la motion :

POUR : 27

l'hon. M ^{me} Blaney	M. Sherwood	M. Huntjens
l'hon. E. Robichaud	l'hon. M. Steeves	M ^{me} Fowlie
l'hon. M. Mesheau	l'hon. M ^{me} Dubé	M. Malley
l'hon. M. Volpé	l'hon. M ^{me} Poirier	M. Williams
l'hon. M. Lord	l'hon. M. Ashfield	M. Carr
l'hon. M. Green	l'hon. M. Fitch	M. MacDonald
l'hon. D. Graham	l'hon. M. Holder	M. Stiles
l'hon. M. Mockler	l'hon. P. Robichaud	M. Betts
l'hon. M ^{me} M ^{ac} Alpine-Stiles	l'hon. M. Alward	M. C. LeBlanc

CONTRE : 27

M. McGinley	M. Doherty	M. Arseneault
M. Jamieson	M. Albert	M. Foran
M. MacIntyre	M. Ouellette	M. Kennedy
M. Allaby	M ^{me} Robichaud	M. A. LeBlanc
M. S. Graham	M. Lamrock	M. Paulin
M. Haché	M. Targett	M. Doucet
M. Armstrong	M. Burke	M. R. Boudreau
M. Landry	M. Murphy	M. Brewer
M. Branch	M. Kenny	M. V. Boudreau

Le président de la Chambre, conformément à l'article 14 du Règlement, départage le vote, en apportant sa voix prépondérante aux voix pour. La motion est en conséquence adoptée. Le président fait la déclaration suivante :

DÉCLARATION

À l'occasion, et selon les traditions invoquées ou contestées, le président de la Chambre a le privilège de trancher. La motion votée a été proposée compte tenu de la tradition du congé de Noël et de la possibilité, pour le gouvernement, de relancer la session plus tard avec la présentation d'un budget, ce qui permet au gouvernement de continuer de fonctionner et ce qui fait partie de la tradition de la Chambre.

Au demeurant, la Chambre peut être reconvoquée n'importe quand entre le congé de Noël et la date fixée pour la reprise des travaux. En conséquence, vu les circonstances et la teneur de la motion, je vote pour cette motion et permet son adoption.

La séance est levée à 14 h 14.

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

Rapports annuels

Société des loteries de l'Atlantique, 2004-2005	(21 juillet 2005);
vérificateur général du Nouveau-Brunswick, volume 1, 2005	(10 août 2005);
Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick, 2004-2005	(12 août 2005);
Conseil consultatif des aînés du Nouveau-Brunswick, 2004-2005	(22 août 2005);
Société des alcools du Nouveau-Brunswick, 2005	(7 septembre 2005);
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick, 2004-2005	(27 septembre 2005);
ministère des Ressources naturelles, 2004-2005	(3 octobre 2005);
Conseil de la recherche et de la productivité, 2004-2005	(19 octobre 2005);
Conseil du Premier ministre sur la condition des personnes handicapées, 2004-2005	(25 octobre 2005);
Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick, 2004-2005	(26 octobre 2005);
Exploitant du réseau du Nouveau- Brunswick, 2004-2005	(26 octobre 2005);
Société de voirie du Nouveau-Brunswick, 2004-2005	(28 octobre 2005);
Conseil consultatif de la jeunesse du Nouveau-Brunswick, 2004-2005	(28 octobre 2005);
Bureau des ressources humaines, 2004-2005	(28 octobre 2005);
Commission du travail et de l'emploi, 2004-2005	(31 octobre 2005);
ministère des Transports, 2004-2005	(31 octobre 2005);
Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick, 2004	(31 octobre 2005);
ministère de la Sécurité publique, 2004-2005	(2 novembre 2005);
Centre communautaire Sainte-Anne, 2004-2005	(7 novembre 2005);
Commission des produits forestiers du Nouveau-Brunswick, 2004-2005	(14 novembre 2005);
Conseil consultatif sur la condition de la femme, 2004-2005	(16 novembre 2005);
Énergie NB (groupe), 2004-2005	(18 novembre 2005);
ministre des Finances, dépenses des députés (paragraphe 30(3) de la <i>Loi sur l'Assemblée législative</i>)	(22 novembre 2005);
comptes publics (exercice terminé le 31 mars 2005), volume 1, états financiers	(1 ^{er} décembre 2005);
Commission des loteries du Nouveau-Brunswick, 2004-2005	(2 décembre 2005);
ministère des Finances, 2004-2005	(2 décembre 2005);

Conseil des premiers ministres de l'Atlantique, 2003-2004	(6 décembre 2005);
ministère de la Formation et du Développement de l'emploi, 2004-2005	(7 décembre 2005);
Secrétariat à la Culture et au Sport, 2004-2005	(7 décembre 2005);

Autres documents

<i>Tendances de l'enseignement supérieur dans les Maritimes : Situation des diplômés des universités des Maritimes de 1999 en 2004 cinq ans après l'obtention du diplôme universitaire : Faits saillants du sondage</i>	(9 novembre 2005);
<i>Proposition d'une carte électorale pour le Nouveau-Brunswick : Rapport préliminaire de la Commission sur la délimitation des circonscriptions électorales et la représentation (carte jointe)</i>	(21 novembre 2005);
états de divulgation publique déposés conformément au paragraphe 20(7) de la <i>Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif</i>	(25 novembre 2005).